Sport, sociabilité et cultures politiques en territoire lensois, 1936-1955

Marion Fontaine

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/308>

DOI : 10.4000/ccrh.308

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2003

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Marion Fontaine, « Sport, sociabilité et cultures politiques en territoire lensois, 1936-1955 », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 31 | 2003, mis en ligne le 19 novembre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/308> ; DOI : 10.4000/ccrh.308

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Sport, sociabilité et cultures politiques en territoire lensois, 1936-1955

Marion Fontaine

- 1 Passer par les sportifs du bassin minier lensois pour étudier les liens entre culture et politique paraît pour le moins paradoxal, mais s'arrêter à cette incongruité apparente traduirait une incompréhension du phénomène sportif en tant que partie intégrante des pratiques culturelles, à plus forte raison dans le monde des « gueules noires » (les mineurs) où le rapport au corps, à la force physique, constitue une donnée essentielle. En outre, à Lens et dans le bassin qui l'environne, cette culture sportive prend une résonance particulière. En témoigne la réaction de Marcel Barrois, président du syndicat des mineurs de Lens, lorsque le club de football de la ville, le Racing Club de Lens (RCL), remporta le championnat de France en mai 1998 : « La région était en perdition et les gars se sont accrochés au sport pour que ne meurent pas leurs valeurs¹ ». C'est d'ailleurs à travers les liaisons entre la ville de Lens et « son » club de football, à travers le processus de patrimonialisation dont ce dernier, devenu un véritable « cadre de référence de la mémoire collective² », a fait l'objet, que l'on saisit d'abord à quel point le sport constitue un enjeu en terme d'identité territoriale, sociale, politique, à quel point surtout les sociabilités sportives éclairent les modalités de politisation, plus largement de rapport au politique, au sein d'un milieu ouvrier spécifique, ancré dans un territoire singulier.
- 2 Poser le problème de cette manière c'est alors multiplier les interrogations méthodologiques : si la culture ouvrière reste souvent marquée par l'oralité³, c'est encore plus vrai en effet pour la culture sportive qui semble avoir laissé peu de traces écrites. En réalité, notamment si l'on prend comme angle d'attaque les politiques sportives et les enjeux politiques du sport, le corpus de sources existe, mais il est extrêmement fragmenté... Il nécessite une approche protéiforme, qui fasse appel aux différentes sciences sociales (ethnologie, géographie historique), aux différentes variétés de sources (écrites, iconographiques, orales), et aux apports de différents domaines de recherche (histoire sociale, histoire politique, histoire des politiques culturelles, histoire du sport...

) : l'essentiel est, dans cette perspective, de ne pas penser un seul instant le sport comme un champ autonome mais d'examiner son insertion dans les différentes strates qui constituent la culture politique du monde minier. Ce kaléidoscope rend parfois la recherche déconcertante mais explique aussi que ce travail se prête fort bien à l'application du « *paradigme indiciaire* » dont parle Carlo Ginzburg : passer par des choses en apparence superficielle, pour déchiffrer une réalité qui s'opacifie de plus en plus, à travers les « zones privilégiées qui existent, les traces, les indices qui permettent de la déchiffrer⁴ ».

- 3 La construction de l'objet dans son unité est par ailleurs inséparable de l'analyse du cadre spatial et temporel dans lequel il s'inscrit. C'est la période qui s'étend entre les années trente et les années cinquante qui nous a paru ici la plus déterminante. Elle consacre le développement des pratiques, des politiques sportives, et de la politisation par le sport, elle marque aussi l'apogée culturel, social et politique du monde minier, elle est enfin traversée par trois scissions majeures, aussi bien sur les plans sportif que social et politique : 1936 avec le Front populaire, qui joue un rôle clef en matière de politique culturelle et sportive⁵ ; 1940-1941 avec la Charte du travail et la Charte des sports⁶, le développement de la pratique sportive et l'évolution des rapports de force politique au sein du monde minier ; 1944-1949, avec la nationalisation des charbonnages, mais aussi les grandes grèves de 1947-1948 et la valorisation des activités sportives aussi bien du côté des organisations et des municipalités ouvrières, que de celui des groupes d'exploitation des Houillères nationales du bassin Nord-Pas-de-Calais (HBNPC). Trois moments où « la connaissance du sport est la clé de la connaissance de la société »⁷, où à l'inverse on ne peut étudier le sport sans étudier la société environnante. L'ancrage territorial est également une question majeure, en particulier dans les mines où la question de la territorialité est prégnante. Le territoire n'est pas en effet « un simple lieu de recherche, c'est un objet socialement construit par des pratiques localisées »⁸. Aussi, s'intéresser aux territoires strictement lensois, c'est avant tout comprendre leur irréductible pluralité : le territoire des organisations ouvrières et de la municipalité et le territoire de la compagnie privée, puis du groupe d'exploitation des Houillères de Lens sont deux choses absolument différentes, objets d'appropriations contradictoires, mais ils peuvent également trouver leur unité dans une approche consensuelle, qui fait de Lens la capitale du Pays Noir.
- 4 Ce cadre étant tracé, nous partirons d'une remarque d'Olivier Ihl, donnant les clefs qui permettent d'explicitier les enjeux de cette recherche : à travers les associations se nouent, observe-t-il,

[...] deux questions souvent disjointes : celle de la sociabilité comme forme d'acculturation politique et celle du politique comme enjeu des faits de sociabilité⁹.

Dans le contexte lensois, ce double questionnement joue sous deux angles différents. Le premier serait celui des politiques de sociabilité sportive¹⁰, terme que l'on peut préférer à celui de politique culturelle¹¹. Parler de politique de sociabilité, c'est en effet s'interroger sur les modes de formalisation et de contrôle des groupements associatifs sportifs, sur les modalités de leur fonctionnement et de leur influence au sein de la configuration lensoise, dans le cadre des relations entre institutions minières, municipales, syndicales et artisanes. Sous l'angle de la sociabilité comme forme d'acculturation politique, on se demandera ensuite s'il est possible de comprendre par le sport les modalités de politisation, plus largement de construction d'une culture politique au sein du Pays Noir, les activités et les associations sportives en constituant à la fois un reflet et un maillon.

Sport, mines et politique municipale

- 5 Le sport, sujet de cette recherche, doit aussi en être perçu comme la métaphore. Si l'on suit en effet les analyses de Norbert Elias, le jeu social et politique lensois semble pouvoir se comparer au jeu sportif :

Les nombreux groupes d'opposants sont aussi entièrement interdépendants et l'on ne peut comprendre leurs actions les uns à l'égard des autres et leurs sentiments réciproques si on ne les envisage pas comme une configuration unique¹².

Sur ce terrain le conflit essentiel est à l'évidence celui qui oppose, mais aussi unit, les municipalités socialistes et communistes du bassin, liées aux organisations et aux partis ouvriers, et l'institution minière, force de structuration économique et sociale aussi pesante qu'omniprésente. Les relations entre les deux pôles se comprennent sous l'angle d'une opposition fondamentale et de formes de coopérations quotidiennes. Les relations conflictuelles entre la mairie de Lens et les mines de Lens pour le contrôle du Racing Club de Lens, notamment entre 1947 et 1969, ne sont alors que le reflet d'un phénomène beaucoup plus vaste et plus ancien : l'enracinement des politiques de sociabilité sportive et le développement de l'enjeu qu'elles constituent, surtout à partir des années trente, pour le pôle municipal et ouvrier d'un côté, pour les mines de l'autre. Dans les deux cas c'est le contrôle politique et social du monde des gueules noires qui est en jeu à travers la formation de réseaux associatifs jouant un rôle déterminant dans le développement des organisations partisans et syndicales¹³, comme dans l'enracinement territorial et social de la main-d'œuvre.

- 6 La division même du territoire lensois témoigne des relations d'interdépendance conflictuelle qui sont celles de l'institution minière et de la municipalité socialiste¹⁴ de Lens. De fait, sur toute la période, se différencient clairement le centre, la cité au sens politique, et les cités minières qui entourent la ville¹⁵. En d'autres termes c'est l'opposition entre la citadelle de la lutte ouvrière, avec la mairie place Jean Jaurès et la maison syndicale, lieu de contre-influence mais aussi de tous les compromis, et les territoires sous l'emprise des mines. Cependant, si cette division est manifeste dans la plupart des villes minières, elle n'est pas toujours aussi marquée qu'à Lens, qui est une ville relativement importante, où le centre a une fonction politique mais aussi commerciale. Il reste que, au moins jusqu'en 1947, la municipalité lensoise affiche clairement cette identité ouvrière, identité marquée par les hommes et les pratiques du syndicat des mineurs¹⁶. Cette organisation spatiale et politique structure alors le développement des associations sportives¹⁷ : leur localisation, les modalités de leur direction et de leur gestion, les représentations qui s'y attachent, amènent en effet à comprendre comment se cristallisent des principes d'opposition à travers des principes de loisir et de réjouissance.
- 7 Cette opposition se durcit dans les années trente, dans le contexte d'un renforcement des luttes sociales, mais aussi d'un encouragement national au développement des politiques municipales de sports et loisirs. Elle s'incarne à Lens dans la confrontation des deux plus grandes associations sportives, l'USOL (Union sportive ouvrière lensoise) et le RCL (Racing Club de Lens). L'USOL, qui adhère aux fédérations sportives ouvrières¹⁸, est fondée en 1930 par Just Evrard, dirigeant local du mouvement des jeunes socialistes, dont le père, Florent Evrard, a été l'un des dirigeants fondateurs du syndicat des mineurs. Malgré les réticences initiales de la municipalité et de son maire, Alfred Maës, le club voit à partir de

1930 la subvention que lui apporte la ville régulièrement augmenter, alors qu'il devient l'un des partenaires obligés de toutes les manifestations organisées dans la Cité. Le RCL est né, quant à lui, en 1906 ; il est au départ un club de commerçants et de petits notables, un temps proche de la municipalité. Mais il devient à partir de 1934 un club minier, le fer de lance de la politique sportive des mines de Lens, disposant de moyens considérables, ce qui explique son passage au professionnalisme en 1934. C'est à ce moment que la concurrence de deux politiques de sociabilité sportive à travers les deux clubs s'intensifie et inscrit son empreinte matérielle au cœur du territoire lensois : deux stades¹⁹ sont construits en parallèle l'un municipal, l'autre minier (le stade Félix Bollært), inauguré au même mois de juin 1933. Le stade Bollært notamment, situé à la frontière de la cité et des cités, semble devenir le symbole de la division de la ville.

- 8 L'on est bien ici en présence d'une « double tradition sportive [...] mobilisant les forces sociales et les réseaux politico-idéologiques d'une même communauté, (permettant) la fixation d'une culture sportive locale ouvrière »²⁰, d'obédience minière. Malgré tout, la frontière reste poreuse, tant au niveau des dirigeants que des pratiquants²¹. C'est une preuve supplémentaire de l'ancrage de la pratique du compromis entre municipalités, syndicats et compagnies, pratique caractéristique du jeu minier traditionnel et régulièrement dénoncée par les nouveaux venus que sont encore à cette date les communistes. Ainsi Léandre Letoquart, maire communiste d'Avion²² à partir de 1952, note aigrement dans ses souvenirs :

Aménagé avant guerre, le stade du CSA (Club Sportif d'Avion, club géré par les cadres miniers) fut dénommé par la compagnie des mines de Liévin, stade Arthur-Lamendin²³, certainement pour service rendu [...]. En fait, contrairement à ce qui se passait dans les municipalités socialistes, les dirigeants du CSA, président en tête, ont toujours refusé tout contact avec la municipalité communiste.

La double tradition doit donc être appréhendée dans sa globalité, en étudiant la confrontation, mais aussi les relations existant entre les deux types de politique de sociabilité et les deux réseaux associatifs. Il s'agit en d'autres termes de penser le paternalisme sportif²⁴ et le sport ouvrier ensemble, dans leurs contradictions et leur complexité interne, car ils concernent la même population, le même territoire et peuvent à certains moments, dans leurs objectifs ou leurs pratiques, cohabiter voire converger.

- 9 Dans cette perspective, les années 1940-1944 introduisent une véritable cassure, modifiant totalement les rapports de force au sein de la configuration lensoise. Elles demeurent à cette étape de la recherche les plus opaques, même si leur importance semble déterminante, tant au niveau de l'activité que des politiques sportives, dont certaines caractéristiques, initiées à cette date, perdureront après la Libération. C'est ainsi sous l'Occupation que la pratique sportive dans le bassin minier progresse réellement et que le Racing Club de Lens, malgré les difficultés dues à la remise en cause du professionnalisme sportif, gagne ses premières compétitions²⁵. Le Comité social des mines de Lens, institué dans le cadre de la Charte du travail²⁶, prend en compte cet essor, en faisant du développement du sport une de ses priorités. Sans doute cette action est-elle alors partiellement à l'origine du renforcement d'un paternalisme sportif modernisé et du sport corporatif dans le cadre des groupes des Houillères nationalisées.
- 10 Cependant, dans les premiers moments de la nationalisation, opérée entre 1945 et 1946, les espoirs qui accompagnent cette transformation paraissent opérer, au moins entre 1945 et 1947, la réconciliation des deux traditions sportives, alors que les représentants syndicaux des mineurs exercent aussi bien leur pouvoir dans la cité, en contrôlant la municipalité de Lens, que dans les cités, grâce à leur participation à tous les organes de

direction des nouvelles Houillères nationales. Mais la rupture survenue en 1948 redonne sa pleine vigueur à la dualité des politiques de sociabilité sportive, qui connaissent des deux côtés de profondes mutations.

- 11 D'une part la municipalité socialiste de Lens doit rénover ses réseaux associatifs, au moment où le syndicat CGT des mineurs passe sous le contrôle des communistes. Elle va donc chercher à jouer plutôt un rôle d'arbitre entre les différentes associations sportives, oscillant entre le soutien à l'USOL et l'appui au RCL, qui connaît un rayonnement national important, tout en investissant dans des sociétés populaires de loisirs moins nettement rattachées au mouvement ouvrier au sens strict. Le syndicat des mineurs, lié désormais au parti communiste, tente, lui, de peser dans le développement du sport ouvrier à travers la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail)²⁷. De manière générale le dynamisme du parti communiste et d'une partie des syndicalistes en matière de sport ouvrier, au moins jusqu'en 1948, est tout à fait perceptible, au point que c'est le journal communiste *Liberté* qui, le premier parmi les quotidiens régionaux, met en place en 1947 un supplément sportif hebdomadaire²⁸. Par ailleurs, le bref passage des communistes à la mairie de Lens (1945-1947) est marqué par une politique beaucoup plus offensive en matière sportive, qui fait de l'USOL la société omnisports municipale, installe un office municipal des sports, développe une politique de subventions aux associations des cités, brisant la frontière acceptée jusque là de manière consensuelle par les différentes parties en présence.
- 12 D'autre part, du côté des Houillères, les nouveaux services de l'Organisation sociale²⁹ prennent un poids important dans le domaine sportif, notamment après la mutation des Houillères nationales, née des grèves de 1948. Cela entraîne une certaine bureaucratisation de la vie associative, mais aussi un investissement plus spécifique dans les grands clubs miniers qui participent à des compétitions nationales et servent de porte-drapeau, ce qui est principalement le cas du RCL. Dans ce domaine l'enjeu principal, pour la FSGT et le syndicat CGT des mineurs, comme pour l'Organisation sociale est bien, comme le notent les services des Houillères, « l'attrait considérable (que le sport exerce) sur la jeunesse du Bassin minier... », attrait que par exemple les cadres miniers de l'Organisation sociale vont largement renforcer, insistant sur « l'importance du développement du sport sous l'impulsion ordonnée des services sociaux »³⁰.
- 13 Les quelques perspectives ouvertes ici éclairent donc un des enjeux principaux de cette recherche : fonder une analyse historique des réseaux associatifs et de leur rôle politique dans le jeu lensois, développer une approche territorialisée de ce que peut être une politique culturelle au sens plein du terme, une approche qui tienne compte de la dualité des pôles municipaux ouvriers et miniers mais aussi de leurs interrelations.

Culture sportive, culture politique

- 14 L'étude des politiques de sociabilité sportive n'est pas la seule manière de faire le lien entre sport, culture et politique. Les manifestations, les pratiques, les valeurs sportives apparaissent également comme une part et un reflet des formes de politisation, d'identification à l'œuvre au sein du territoire minier. Partant du cas du RCL, nous avons déjà pu constater qu'il s'était bâti autour du club un corpus de symboles, de valeurs et de récits qui avait été l'une des formes à travers lesquelles s'était matérialisée une identité minière, constamment affirmée, constamment imprimée dans les corps et dans les esprits, avant de devenir un substitut à celle-ci après la fermeture des mines. De manière

générale, cet héritage du RCL s'enracine dans un ensemble complexe, parfois contradictoire, de représentations et de pratiques, très largement diffusé auprès des mineurs, très certainement réapproprié par eux, qui définit l'unité, mais aussi l'enfermement du monde des gueules noires. S'il peut être en effet le support d'interprétations relativement différentes, il fait aussi l'objet d'un consensus profondément enraciné et constitue le fondement de la culture politique de la société minière. Dans cette perspective le passage par les associations et la culture sportive devrait permettre d'appréhender à la fois la construction et l'ancrage de cette identité et de cette culture politique au sein du Pays Noir. Pour opérer ce passage, ou plutôt ce va-et-vient, entre culture sportive et culture politique, plusieurs pistes peuvent être envisagées : l'analyse des formes de légitimation et d'établissement de l'autorité par le biais du fonctionnement des associations sportives ; le rôle de la sociabilité sportive dans l'incorporation des pratiques et des valeurs politiques ; l'examen des images et des représentations liées au sport pour comprendre l'ensemble des manières de voir et de faire qui donnent sens à l'identité minière.

- 15 Ainsi, il est manifeste que les modalités de fonctionnement des sociabilités sportives contribuent à construire une certaine forme de rapport au politique, dans un contexte très particulier³¹. La présentation du fonctionnement interne du RCL et de l'USOL par l'ancien adjoint socialiste chargé des sports à Lens, Jean-Claude Bois, lui-même fils du responsable de l'Amicale sportive corporative du groupe de Lens, est dans cette perspective suggestive.

Autrefois l'USOL, c'était pour nous l'histoire du monde ouvrier, des luttes ouvrières... À travers ce développement sportif, il y avait aussi un état d'esprit (...)
On voulait s'impliquer dans la gestion du club de façon démocratique, avoir des responsabilités... Et d'une certaine manière c'était presque un antidote contre le club des Houillères (le RCL), qui était un club fermé, géré par les maîtres des forges.

³²

S'exprime bien sûr ici la conception de la sociabilité sportive, en milieu partisan socialiste après la nationalisation, mais l'opposition qu'il décrit représente également l'affrontement entre deux modèles de sociabilité et de politisation, dont on peut interroger le contenu et les variations à travers le domaine sportif. Là encore, il ne s'agit pas seulement d'examiner la confrontation entre ces deux modèles, mais aussi leurs points de convergences, voire leurs aspects complémentaires.

- 16 Du côté minier, l'étude des modalités de direction des associations sportives et de la place que cette fonction occupe dans la légitimation de l'autorité et du commandement constitue un angle d'attaque fécond, un moyen aussi de revisiter la question du paternalisme. Si l'on s'intéresse à la période qui suit 1948, après la crise d'autorité qu'a vécue la hiérarchie minière, on observe que les ingénieurs ou directeurs de groupe conservent et même renforcent leur légitimité à travers leur fonction de « régents de la sociabilité »³³. Mais après 1944 ce sont en fait deux types de références qui coexistent et définissent les représentations de la hiérarchie minière. C'est toujours l'insistance sur l'autorité tout à la fois paternelle et militaire du chef, qu'il soit ingénieur, entraîneur, président d'association, mais c'est aussi l'accent mis sur la camaraderie entre ingénieurs et ouvriers, camaraderie qui doit trouver sa parfaite expression dans les sociétés sportives. Le miroir sportif exprime ici mieux que beaucoup d'autres l'oscillation entre les nouvelles représentations liées à la nationalisation et la permanence d'un rapport hiérarchique marqué par une extrême dureté, parfois par une réelle violence³⁴.

- 17 Sur l'autre versant, l'exemple du docteur Schaffner, maire de Lens de 1947 à 1967, est tout aussi significatif. Il est le président d'honneur du RCL, le premier maire de Lens aussi qui, depuis 1900, n'est pas d'origine minière et n'a donc à ce titre aucune légitimité ouvrière. De fait, il fonde son autorité en tant que héros souffrant du monde minier, détenteur d'une légitimité de quasi thaumaturge, puisqu'il est pneumologue, chargé plus spécialement du dépistage et du traitement des cas de silicose. Il est en outre le martyr de la science et des mineurs, l'homme au corps meurtri comme les mineurs qu'ils soignent, car son exposition continue aux rayons X lui a valu d'être amputé de la main. La présidence d'honneur du RCL, « le club des gueules noires et de Lens », présidence qu'il partage difficilement avec le directeur délégué du groupe des Houillères de Lens, est alors pour lui un moyen supplémentaire d'affirmer son appartenance au monde minier ; en retour, la présence de ce chef populaire conforte le statut du RCL comme représentant de la ville de Lens, capitale du pays noir dans son ensemble, au-delà des divisions qui traversent son territoire.
- 18 Sous cet angle, notre recherche tend donc vers deux fins complémentaires : examiner le rôle que jouent les associations sportives dans l'établissement des rapports d'autorité et de dépendance au sein du pays minier, tenter aussi une étude plus globale des fondements et du contenu du charisme, du pouvoir politique au sens large, parmi les gueules noires. Si le fait sportif apparaît alors déterminant, c'est pour plusieurs raisons : l'importance de la légitimité identitaire comme fondement de l'autorité dans le monde minier, le principe, pour les représentants politiques et syndicaux, de l'opposition, au moins symbolique, à l'emprise minière, le rôle essentiel enfin du corps, de la fête, et du rapport au travail dans ce type de construction. Or, les associations sportives sont les lieux idéaux pour observer la construction de ces discours identitaires, la mise en scène de l'opposition par la double tradition sportive, la matérialisation de ce rapport au travail, au corps, à la fête.
- 19 Ces associations constituent par ailleurs un moyen d'incorporer, de matérialiser, voire de recréer une identité tout à la fois sociale et territoriale à travers les joueurs, le public, et plus largement les représentations qui se construisent par exemple lors des matchs ou fêtes auxquels les sociétés sportives participent.
- 20 Au niveau territorial, comme dans d'autres domaines, le RCL occupe une position très spécifique, car il tend progressivement à incarner une identité locale qui dépasse la frontière cité/cités et une identité sociale, celle du « club des gueules noires », qui s'étend à tout le bassin minier lensois. Si l'identité territoriale la plus tangible est en effet celle qui se rattache au quartier lié à une fosse, certaines associations, mais aussi certaines manifestations, permettent d'élargir le cadre de la sociabilité et de l'identité qui s'inscrivent alors dans la totalité d'un territoire local et social :

[...] l'esprit de coron se mue pour un temps en esprit de clocher [...] La fête [le match] correspond ici au sentiment d'appartenir à une communauté homogène où les conflits et les rapports d'aliénation sont, non pas évanouis, mais mis de côté³⁵.

Cette fonction très particulière du RCL explique le soutien que la municipalité de Lens va accorder au club, notamment à partir de 1947, car le club a un rôle déterminant comme représentant de la capitale minière dans son ensemble, beaucoup plus que l'USOL. Reste que le cas du RCL est absolument singulier : la construction de l'identité territoriale passe davantage par le quartier ou le coron, c'est-à-dire par les sociétés sportives s'inscrivant dans le cadre d'une fosse et d'une cité minière³⁶. De plus, si dans la plupart des villes la dualité de la sociabilité sportive reste une réalité, le rôle de ces associations peut varier,

construisant soit une identité spécifiquement politique et ouvrière ou au contraire corporative et minière, soit une identité locale consensuelle où la dimension minière est plus ou moins soulignée. Dans toutes les configurations cependant, les associations sportives participent à la formation politique des territoires, en même temps que les sections syndicales, les associations laïques d'un côté, les cercles de fosse de l'autre. Ainsi la création des sections de supporters du RCL, sous l'impulsion des Houillères, est clairement une réponse à l'offensive communiste dans les cités à partir de 1945. Comme le raconte l'ingénieur social responsable de cette initiative :

Les communistes installaient leurs sections dans les fosses, ils marquaient aussi le territoire avec les clubs colombophiles. Moi j'étais chargé de dépolitiser tout ça... on installait des sections chez les gens sur qui on pouvait compter³⁷.

- 21 Les finalités affichées, comme les modalités concrètes de fonctionnement des activités sportives, participent aussi à la mise en œuvre du corpus de représentations qui structure l'identité sociale et culturelle des gueules noires. Cela explique que le sport occupe, notamment après la nationalisation, une place importante dans la formation du galibot³⁸ : il constitue non seulement une préparation à l'effort physique qu'il devra fournir dans la taille, mais aussi un moyen de formation morale, identitaire en fait, pour inculquer au jeune garçon les valeurs minières (discipline, dévouement à la collectivité, travail...). Au niveau sportif comme au niveau social, l'apprenti mineur est une matière humaine à mettre en forme, une matière humaine dont les responsables miniers et ouvriers soulignent la passivité et la brutalité, l'animalité pour tout dire. Le sport est donc un moyen d'enraciner cette identité, il est aussi le miroir de cet enracinement. Un rapport sur le sujet note :

À partir de 16 ans, façonné par la mine, il (le jeune mineur) se met à aimer ce qui est viril et demande de la force. On peut relever à ce propos un léger penchant à la brutalité [...] Pour concrétiser le foot est beaucoup plus à l'honneur que le basket³⁹.

Le football minier apparaît ici comme un sport doté de caractéristiques très précises, au premier plan desquelles son aspect collectif, mais aussi sa brutalité. La pratique sportive doit correspondre à la représentation de l'identité sociale.

- 22 Le sport apparaît donc comme un moyen d'assurer une formation identitaire fondée sur une représentation stéréotypée du mineur, mais permet aussi l'entretien des stéréotypes dont l'ensemble forme ce que l'on pourrait, avec précaution, nommer le mythe minier. L'image du mineur courageux, du héros travailleur, dévoué à la collectivité, est dans une certaine mesure à la convergence des représentations patronales, syndicales et politiques⁴⁰ et elle trouve un terrain d'application particulièrement adéquat dans le sport, qui permet à merveille la double valorisation du corps sportif du mineur et du corps minier dans son ensemble. La description que donne un ingénieur social des mineurs joueurs de football est un reflet de l'aspect moralisant et condescendant de cette construction : les mineurs

[...] ont l'instinct grégaire, mais sont aussi des gens qui se défoncent, qui souffrent. Même les joueurs qui n'ont pas grand chose dans le ciboulot, on aime bien quand on sait que c'est un courageux, on aime les acharnés, les méritants⁴¹.

Certaines de ces représentations se retrouvent aussi, dans une perspective différente, du côté du mouvement ouvrier. Elles expliquent ainsi l'adhésion des représentants du syndicat CGT des mineurs au mythe des gueules noires, incarné par le RCL. En 1947, le journal communiste *Liberté* affirme que

[...] tous les sportifs du Nord de la France aiment les vaillantes gueules noires (le RCL), surtout quand l'équipe donne son rendement maximum⁴²,

ce dernier qualificatif étant particulièrement intéressant au temps de la bataille du charbon, moment sans doute de la plus grande convergence idéologique au sein du territoire lensois.

- 23 Finalement l'écueil fondamental auquel se heurte pour le moment cette recherche est la limitation à une analyse institutionnelle des sociabilités sportives, celle de l'organisation des systèmes associatifs et des rapports de pouvoir, ce qui peut s'expliquer par l'état des sources disponibles. Il est clair qu'il faut envisager les pratiques des sportifs et des spectateurs, ce qui implique une sociologie plus fine des membres actifs de ces associations permettant de comprendre le sens social et politique de leur participation ou au contraire les formes de retrait et de distanciation par rapport aux contraintes qui enserment les jeux sportifs et le jeu politique à Lens. Jusqu'à quel point par exemple le simple plaisir du divertissement, de « l'excitation agréable et contrôlée »⁴³ à travers la pratique ou le spectacle sportif continue-t-il à prédominer ? Quelle est l'efficacité réelle des politiques de sociabilité, en terme de contrôle des réseaux associatifs et de la pratique sportive, comme en terme d'intégration politique et sociale d'une population ? À quel point les mineurs se réapproprient-ils cette culture politique minière et son volet sportif ? Pour le savoir, il s'agira de prêter attention aux rapports au corps et au jeu qui marquent la culture ouvrière.

Autant qu'un rapport à la matière, le travail ouvrier suppose un rapport collectif, une science de la coopération et du groupe efficace. D'où le culte de la solidarité, de l'entraide, de la camaraderie, soubassement commun de tous les militantismes ouvriers et de bien d'autres pratiques de classe⁴⁴

au premier rang desquelles, se place, c'est évident d'après cette description, le sport. Ce phénomène sportif peut donc être le fait social invitant à dessiner quelques traits du jeu lensois, fondé sur l'ensemble composite des cultures professionnelles, associatives, syndicales et politiques, le moyen aussi de développer une approche plus sensible, plus passionnelle, plus matérielle, des politiques culturelles et des cultures politiques.

NOTES

1. *Libération*, 9 mai 1998.
2. Nous nous inspirons ici du travail de Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, 1925, 404 p. Les processus de patrimonialisation sont fondamentaux dans notre recherche, puisqu'ils déterminent à la fois les regards et les stratégies des différents acteurs de l'histoire minière contemporaine, et la configuration et l'ouverture des divers lieux qui renferment les sources nécessaires à notre travail (Maison syndicale de Lens, Centre historique minier du Lewarde, par exemple).
3. Sur ces problèmes d'approche des cultures populaires, notamment ouvrières, voir en particulier : Michel Verret, *La Culture ouvrière*, Saint-Sébastien-sur-Loire, ACL Éditions, 1988, 296 p. ; Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le populaire*, Paris, Gallimard-Seuil, 1989, 260 p. ; Richard Hoggart, *La Culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970, 420 p.
4. Carlo Ginzburg, *Mythes, emblèmes et traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989, 304 p., p. 177.

5. Pascal Ory, *La Belle Illusion, Culture et politique sous le Front Populaire (1935-1938)*, Paris, Plon, 1994, 1033 p. ; en ce qui concerne plus particulièrement le sport en milieu ouvrier, Nicolas Ksiss, « Le football corporatif à la FSGT sous le Front populaire », in Pierre Arnaud et Thierry Terret (dir.), *Le Sport et ses espaces*, Paris, CHTS, 1998, 363 p., p. 219-239.
6. La Charte du travail est promulguée le 4 octobre 1941, la Charte des sports le 20 décembre 1940 par le gouvernement de Vichy : leurs modalités d'application revêtent des traits spécifiques au sein de la compagnie des mines de Lens et sont révélatrices des liens existant entre les politiques sportives et les rapports de force qui structurent la configuration lensoise.
7. Norbert Elias et Eric Dunning, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994, 392 p., p. 25 et 34.
8. Frédéric Sawicki et Jean-Louis Briquet, « Pour une analyse localisée du politique », *Politix*, n° 7-8, octobre-décembre 1989, p. 6-16.
9. Olivier Ihl, *La Fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996, 402 p., p. 154.
10. Nous reprenons ici le terme proposé dans l'article de Claude Dubard, Gérard Gayot, Jacques Hédoux, « Sociabilité minière et changement social à Sallaumines et à Noyelles-sous-Lens », *Revue du Nord*, numéro spécial, *Sociabilité et mémoire collective*, n° 253, avril-juin 1982, Tome LXIV, p. 365-463.
11. Au moins si l'on prend au sens strict la définition donnée par Philippe Poirrier dans « Les politiques culturelles des villes », *Vingtième Siècle*, n° 153, janvier-mars 1997, p. 129-146 : les politiques culturelles sont « des interventions globales, cohérentes, clairement définies et justifiées par les élus, dotés de moyens financiers, humains et administratifs ». Sur la définition et l'histoire des politiques culturelles, notamment au niveau local, voir en particulier : Philippe Poirrier, Sylvie Rab, Serge Reneau, Loïc Vadelorge (dir.), *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*, Paris, La Documentation française, 1995, 300 p. ; Vincent Dubois (dir.), *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, La Documentation française, 1998, 456 p.
12. Norbert Elias et Eric Dunning, *Sport et civilisation*, op. cit., p. 71.
13. C'est ce que montre Frédéric Sawicki, à propos de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, Frédéric Sawicki, *Les Réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, 335 p., p. 67-73.
14. Entre les dates qui nous intéressent, si l'on excepte la période 1940-1944, la municipalité de Lens reste en effet acquise à la SFIO, sauf entre 1945 et 1947 où elle est dirigée par un maire communiste, président du syndicat des mineurs, Auguste Lecœur.
15. Un érudit local, précise ainsi : « Lens comprend deux parties bien distinctes, la ville proprement dite et sept cités minières qui sont ses faubourgs et débordent sur les localités voisines », in Marcel Bucquet, *Lens*, Imprimerie centrale d'Artois, 1950, 98 p.
16. La municipalité de Lens est un des centres du pouvoir de ces maires-syndicalistes-députés, dont l'appartenance revendiquée à la communauté minière fait l'autorité beaucoup plus que l'affiliation, relativement secondaire jusqu'aux années trente, à la SFIO : Joël Michel, « Syndicalisme minier et politique : le cas Basly (1880-1914) », *Le Mouvement Social*, n° 87, avril-juin 1974, p. 9-33.
17. Sur les problèmes méthodologiques concernant l'analyse de ces associations voir Pierre Arnaud et Jean Camy, *La Naissance du mouvement sportif associatif en France. Sociabilités et formes de pratiques sportives*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1986, 422 p. ; Maurice Agulhon, « Classe ouvrière et sociabilité », in *Histoire Vagabonde (1)*, Paris, Gallimard, 1988, 318 p., p. 60-97 ; Gilles Pécout, « Les sociétés de tir dans l'Italie de la seconde moitié du XIX^e siècle », *Mélanges de l'École Française de Rome*, tome 102, 1990, 2, p. 533-676.
18. Pierre Arnaud (dir.), *Les Origines du sport ouvrier en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994, 308 p. ; Nicolas Ksiss, *Gérer la diversité. L'exemple du sport travailliste (1909-1950)*, Paris, Mémoire déposé à l'Office universitaire de recherche sur le socialisme, 1996, 170 p.

19. L'inauguration du stade Bollært donne lieu à de « *grandioses manifestations* » organisées par les sociétés de gymnastique et de préparation militaire du bassin, mais elle fait aussi l'objet des critiques virulentes de la part du journal du syndicat des mineurs, *La tribune des mineurs*.
20. Christophe Lamoureux, « Le sport ouvrier à l'épreuve du syncrétisme local », in Pierre Arnaud (dir.), *Les Origines du sport ouvrier en Europe*, *ibid.*, p. 163.
21. C'est par exemple le même moniteur de gymnastique, ancien militaire, qui entraîne les athlètes de la société municipale La Régénératrice et ceux de la société minière Saint-Théodore. L'historien local, Marcel Bucquet, note d'ailleurs qu'il « n'obtenait jamais de meilleurs résultats que quand il pouvait réunir les meilleurs éléments des deux sociétés pour qu'ils se produisent ensemble ». Marcel Bucquet, *Lens*, *op.cit.*
22. La situation de la ville d'Avion est différente de celles de villes comme Lens ou Liévin. Il s'agit d'une ville champignon, qui n'existait pas véritablement avant l'exploitation du charbon. Le territoire d'Avion est partagé entre les compagnies de Lens, de Liévin, de Courrières. Le centre-ville n'existe presque pas, et les classes moyennes et les petits notables, encore présents à Lens, sont ici absents. Cette naissance et la composition à très grande majorité ouvrière de la ville sont sans doute à mettre en relation avec le ralliement de la municipalité d'abord au guesdisme au début du siècle puis au parti communiste.
23. Député maire socialiste de Liévin, dirigeant réformiste du syndicat des mineurs, il suit en fait un parcours très parallèle à celui d'Emile Basly (1854-1928), maire de Lens à partir de 1900 et président du syndicat des mineurs, dont il est le contemporain. Léandre Letoquart, *Léandre Letoquart raconte*, Imprimerie Centrale d'Artois, 1979, 376 p., p. 318.
24. En particulier, Patrick Fridenson, « Les ouvriers de l'automobile et le sport », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 79, septembre 1989, p. 49-62.
25. Le RCL est champion de la zone nord au terme des saisons 1942-1943 et 1943-1944. Sur la pratique sportive dans la région entre 1940 et 1944 : Yves Le Maner et d'Etienne Dejonghe, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande*, Lille, Éditions de la Voix-du-Nord, 1999, 400 p., p. 217-218.
26. Sur le Comité social des mines de Lens : Olivier Kourchid, « Un leadership industriel en zone interdite : la Société des mines de Lens et la Charte du travail », *Le Mouvement Social*, n° 157, avril-juin 1990, p. 144-172 ; dossier D3 344, archives du Centre historique minier du Lewarde.
27. Fédération sportive et gymnique du travail, fédération affinitaire et multisports née en 1934 de la réunification de la FST (Fédération sportive du travail), proche des communistes, et de l'USSGT (Union des sociétés sportives et gymniques du travail), proche de la SFIO. Elle demeure très proche, sur toute la période qui nous occupe, du PCF et de la CGT.
28. *Liberté-Sport*, qui paraît entre 1947 et 1948.
29. L'Organisation sociale, dont les bureaux centraux se trouvent à la direction générale des HBNPC à Douai, prend en charge, outre l'organisation des congés payés tout ce qui relevait des œuvres sociales des anciennes compagnies. Elle est au début placée sous le contrôle des comités de puits et de groupes, largement dominés par le syndicat des mineurs, comités mis en place dans le cadre national de l'instauration des comités d'entreprise par l'ordonnance de février 1945. Les pouvoirs de ces comités d'entreprise sont élargis au niveau national, dans le domaine social par le décret du 2 novembre 1945, dans le domaine économique par la loi du 16 mai 1946. Après la suppression de ces comités en 1948, l'Organisation sociale est placée, dans chaque groupe, sous la tutelle d'un seul ingénieur, responsable de ce service au niveau local, dans le cadre des instructions et des moyens attribués par la direction générale.
30. *Lumière sur la mine*, journal du groupe d'exploitation de Liévin, janvier 1951.
31. Voir l'analyse d'un des dirigeants de la Fédération communiste du Pas-de-Calais : « Ils (les mineurs) demeuraient très souvent dépourvus d'une certaine culture politique. Ils étaient très sensibles à l'aspect spectaculaire des choses, très fragiles face aux discours populistes, facilement

enclins à s'en remettre aux beaux parleurs, aux personnages dotés d'une certaine autorité charismatique ». Entretien avec Christian Lescureux, 5 novembre 1998.

32. Entretien avec Jean-Claude Bois, 5 mars 1999.

33. Suivant le terme employé par Etienne Dejonghe, « Ingénieur et société dans les Houillères du Nord-Pas-de-Calais de la « Belle Époque » à nos jours », in André Thepot (dir.), *L'Ingénieur dans la société française*, Paris, Éditions ouvrières, 1985, 329 p., p. 174.

34. Il serait intéressant à ce titre de se pencher sur la militarisation durable des structures de commandement, particulièrement vérifiable dans le domaine de la sociabilité sportive, sur toute la période et notamment dans les années trente. Toutes les sociétés d'Éducation physique minières ont pour complément une société de préparation militaire et sont souvent dirigées par des moniteurs formés à l'école de Joinville, rattachée à l'Armée de terre. Les statuts du RCL, après 1934, précisent d'ailleurs que le but de la société est « la préparation militaire et la pratique de tous les sports », C437, Centre historique minier du Lewarde.

35. Milan Vulic, « Le débit de boisson, le cabaret, le bistrot dans le bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais, témoins de la sociabilité populaire », *Revue du Nord*, Tome LXX, n° 279, octobre-décembre 1988, p. 771-787.

36. Ce type de société est particulièrement développé dans le groupe de Lens, beaucoup moins dans les autres. L'investissement sportif diffère d'ailleurs largement d'une compagnie à l'autre ; cela reste le cas dans le cadre des groupes après la nationalisation.

37. Entretien avec Eugène Hanquez, 19 novembre 1998.

38. Un galibot est un apprenti-mineur entre 14 et 16 ans. Alors qu'auparavant l'apprentissage se faisait en effet exclusivement sur le tas, après la nationalisation, la formation a lieu en partie dans les centres de formation professionnelle et doit déboucher sur l'obtention d'un CAP.

39. Service de la formation professionnelle des HBNPC, *Étude du comportement du galibot*, septembre 1948, 40 p., p. 1-3.

40. Bruno Mattéi, *Rebelles, Rebelles. Révoltes et mythe du mineur 1830-1946*, Champ Vallon, 1987, 318 p., p. 83 et 93.

41. Entretien avec Eugène Hanquez, 19 novembre 1998.

42. *Liberté Sport*, 10 mars 1947.

43. Suivant le terme de Norbert Elias, *Sport et civilisation*, op. cit., p. 77.

44. Bernard Pudal, « Politisation ouvrière et communisme », in Michel Dreyfus et alii (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, 542 p., p. 517.

AUTEUR

MARION FONTAINE

EHESS, doctorante